

Av. Grammont 9  
1007 Lausanne  
Tél 021 601 74 67  
Fax 021 617 51 75  
[info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)  
[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

**embargo 12h**

Le 17 avril 2008

## Dossier de presse

**17 avril 2008**

### **12<sup>ème</sup> journée internationale des luttes paysannes**

*En 1996, le 17 avril a été déclaré « journée internationale des luttes paysannes » par La Via Campesina en souvenir de paysans sans terre qui ont été massacrés au Brésil par les militaires dans le cadre de la lutte pour la réforme agraire.*

*Depuis 2001, le syndicat paysan Uniterre, membre suisse de La Via Campesina, commémore aussi cette journée. En 2008, le thème central choisi par La Via Campesina est le « rôle de l'agrobusiness et des multinationales dans la disparition de l'agriculture locale ».*

#### **Une crise alimentaire internationale révélatrice**

La Via Campesina constate que la crise alimentaire commence à montrer son vrai visage. Jusqu'à peu, cette crise restait confinée dans les zones rurales marginales et les bidonvilles du sud, mais elle s'étend aujourd'hui bien au-delà. Des émeutes de la faim ont eu lieu dans différents pays du sud et les consommateurs européens ou américains découvrent à nouveau que les prix peuvent augmenter. Les pays les plus touchés par cette crise des prix des denrées alimentaires sont ceux qui ont dû (par exemple en raison des programmes d'ajustement structurels dictés par le FMI et la Banque Mondiale) sacrifier leur agriculture sur l'autel du libre-échange et se sont rendus dépendants de l'importation de denrées alimentaires.

Cette crise a également mis en lumière la mainmise des multinationales sur l'alimentation. La pression qu'elles exercent au quotidien sur les prix aux producteurs met en péril l'agriculture paysanne, favorise l'agriculture industrielle et l'accaparement des terres par de grands propriétaires. Ce type d'agriculture est essentiellement orienté vers l'exportation. En contrôlant les filières, de la production jusqu'à la vente, l'agribusiness maîtrise les quantités commercialisées sur le plan international et les prix aux consommateurs. Entre spéculations éhontées sur les stocks et sur les « nouveaux marchés » que sont les agrocarburants, elles ont réussi à affoler les marchés agricoles en faisant croître le sentiment de pénurie.

Néanmoins, à moyen terme, la hausse des prix des matières premières agricoles peut être vue comme une opportunité pour les familles paysannes qui peuvent – après des années de baisse des prix au producteur - espérer maintenir, voire développer leurs activités. **Sachant que la plupart des personnes qui souffrent de la faim dans le monde sont des paysans, une relance de l'agriculture devrait être bénéfique.** Certains gouvernements, surpris par la hausse des prix des denrées alimentaires et voyant ce que cela pourrait impliquer en termes de déstabilisation sociale, semblent être prêts à discuter avec les organisations paysannes pour relancer une production locale dynamique. Il s'agira d'allier prix rémunérateurs pour les paysans et prix équitables pour les consommateurs. Cela est possible en agissant sur les marges exagérées prélevées par certains intermédiaires sur le plan local et par les multinationales dans le commerce international et en jugulant la spéculation.

## **L'agriculture de proximité une alternative crédible à l'agrobusiness**

Il y a donc un enjeu commun pour les paysans du monde ainsi que pour la société dans son ensemble : récupérer le « pouvoir » sur la production et l'alimentation afin de faire barrage à **des multinationales qui veulent tout contrôler** : les semences par le biais de brevets, le type de production par leur lobbying auprès des pouvoirs en place, les marchés locaux et internationaux des produits agricoles par des conglomérats du commerce etc. Et ceci pour le bien des actionnaires alors que l'agriculture paysanne est au service des populations.

**L'agriculture suisse** est encore essentiellement de type familial et à dimension humaine ; mais les vagues successives de libéralisation, avec une pression très forte sur les prix, pousse à une production plus industrielle. **La volonté du Département fédéral de l'économie** est de gagner des parts de marché dans d'autres pays en signant des accords de libre-échange bilatéraux ou multilatéraux ; peu importe le prix obtenu par les producteurs pour leurs produits, ce qui compte c'est le volume des échanges. Si celui-ci augmente, c'est une réussite, selon eux ; la disparition de plusieurs milliers d'emplois n'est qu'un effet collatéral regrettable. Si les échanges commerciaux agricoles internationaux restent une réalité – et une nécessité - ceux-ci doivent être basés sur des critères équitables (pas de subventions à l'exportation, droit à se protéger des importations à bas prix). Ils doivent en tous les cas demeurer secondaires par rapport aux échanges régionaux.

Pour Uniterre, **la priorité est de se donner les moyens d'avoir accès à nos propres marchés nationaux et régionaux** et d'obtenir des prix rémunérateurs sur ce plan ; en rééquilibrant les forces sur le marché et en agissant sur les marges exagérées de certains intermédiaires. Pour la Via Campesina, la nécessité de donner priorité à l'agriculture locale est une évidence. Il faut la favoriser par rapport à une agriculture industrielle orientée vers l'exportation. **Ces points font partie du concept de la souveraineté alimentaire qu'Uniterre promeut en Suisse depuis que La Via Campesina l'a élaboré en 1996.** Uniterre conduit à ce sujet une réflexion sur l'opportunité de **lancer une initiative populaire qui ancrerait le concept de la souveraineté alimentaire dans notre Constitution.** Ce projet, encore au stade des premiers pas, suscite déjà un fort intérêt.

### **L'agriculture contractuelle de proximité a le vent en poupe**

Suite à l'impulsion des pionniers dans le domaine, Uniterre soutient depuis plus de cinq ans l'émergence de projets d'agriculture contractuelle de proximité. L'agriculture contractuelle de proximité **lie par contrat des consommateurs et des producteurs d'une région définie pour un approvisionnement en produits alimentaires.** Ce contrat définit la qualité, la quantité, le mode de production, les prix et les modalités de livraison des produits. De 3-4 projets en 2005, 19 projets sont aujourd'hui répertoriés. Afin de favoriser les échanges entre ces projets, Uniterre a appuyé la mise en place d'une **fédération de l'agriculture contractuelle de proximité. Celle-ci est officiellement lancée le 17 avril** afin de rappeler que cette dynamique d'échanges de proximité est largement inspirée du concept de la souveraineté alimentaire. La fédération s'est dotée de statuts et d'une charte commune qui permet d'identifier clairement les buts de l'agriculture contractuelle de proximité (voir annexe).

### **Les multinationales mises en cause**

La Suisse n'est pas en manque de multinationales. Elles sont les principales bénéficiaires de la libéralisation des marchés. L'une d'entre elles, **Syngenta**, est au cœur de violations graves des droits des paysans. Des milices privées de Syngenta se sont rendues coupables de l'assassinat d'un paysan en automne dernier au Brésil. Ce drame illustre à quel point le conflit entre deux systèmes de production, l'un essentiellement destiné aux populations régionales et l'autre orienté vers l'exportation peut être lourd de conséquences. « Le collectif de la journée des sans terre » à Bâle a choisi de revenir sur cet événement à l'occasion du 17 avril. En invitant des représentants du Mouvement des Sans Terre brésilien, il compte interpeller les citoyens sur les agissements de cette multinationale qui a son siège à Bâle.

**Annexes:** Statuts et Charte de la FRACP, listes des initiatives contractuelles, extrait journal Uniterre mars, flyers des initiatives contractuelles impliquées dans le 17 avril 2008.